

ABDELKADER OUALI À PROPOS DE L'AUTOROUTE EST-OUEST :**«Le ministère a été de tout temps mal informé»**

Contrairement à ses prédécesseurs, le ministre des Travaux publics Abdelkader Ouali, qui a effectué une visite de travail ce dernier mardi dans les wilayas d'El-Tarf et Annaba, paraissait s'être préalablement bien imprégné des projets qu'il avait à inspecter.

En ce qui concerne l'achèvement de l'autoroute Est-Ouest, il a tenu à préciser que son département a été de tout temps mal informé sur l'état d'avancement des travaux et des difficultés rencontrées dans la réalisation des différents tronçons. Il a cité le tronçon autoroutier long de 87 km qui traverse la wilaya d'El-Tarf. A ce propos, le ministre des Travaux publics a révélé que des négociations de haut niveau ont été entamées avec les autorités japonaises et les responsables de la société nipponne Cojaal. «Ces négociations qui englobent l'ensemble des problèmes sont en bonne voie pour régler le différend entre les deux parties», a-t-il assuré.

Que ce soit au parking avion de la nouvelle aérogare Rabah-Bitat de Annaba où il s'était rendu en provenance d'El-Tarf ou lors de la présentation du projet portant reca-

librage et bétonnage des canaux d'assainissement de cette même infrastructure aéroportuaire, le ministre a insisté sur l'importance du respect des délais de cette partie de l'aérogare qui doit être achevée en septembre prochain. «Les retards dans la réalisation des projets ne seront plus admis. Les causes qui en sont à l'origine doivent être rapidement prises en charge et immédiatement traitées pour éviter les surévaluations et les reports d'achèvement», a martelé Abdelkader Ouali.

Sur sa lancée, il a abordé le projet de contournement de Djebel Ouahch, près de Constantine. Tout en refusant de se prononcer sur une quelconque date de réception de l'ouvrage lancé au lendemain de l'effondrement partiel d'un tunnel, il a affirmé que «les entreprises de réalisation déjà présentes sur

le site ont été renforcées par Cosider».

Le ministre s'était exprimé quelques minutes après son inspection à El-Bouni du chantier de revêtement du dédoublement de la RN16 Annaba-El Hadjar.

Au titre de la troisième étape de sa visite, le ministre a pris connaissance de l'aménagement de l'entrée de la ville de Annaba à partir du carrefour de Sidi-Brahim.

Cet axe est destiné à devenir une voie de communication routière ouverte sur différentes destinations du pays. Ce qui a permis au représentant du gouvernement de souligner son importance, notamment l'impact socioéconomique du projet sur l'ensemble des régions du pays.

Le chantier de réparation du tronçon de route qui s'était effondré en 2011, conséquence des travaux de réalisation d'une promotion immobilière privée, fut la dernière étape de cette visite qui a pris fin en début de soirée.

Important axe routier à destination de la zone d'extension touris-



Ouali insiste sur l'importance du respect des délais.

Photos : DR

tique, ce tronçon est fermé depuis plus de trois années à la circulation automobile. L'entreprise de réalisation intervient au gré de l'humeur de son propriétaire qui ne semble pas pressé d'achever l'opération. «Qui paiera la facture de cette opération de remise en état générée par un acte de dégradation des biens publics ?» a été la question

de tout un chacun de la délégation ministérielle.

Et même si le ministre a exhorté l'entreprise à respecter les délais impartis pour achever les travaux de réfection de ce tronçon important pour le développement du tourisme, il n'est pas certain que ses instructions seront suivies d'effet.

A. Bouacha

SUPPRESSION DE L'EXAMEN DE SIXIÈME**Les modalités non encore fixées**

Avant même la tenue de la Conférence nationale de l'éducation, le département de Benghebrit avait fait part de son intention de supprimer l'examen de fin de cycle primaire. Il est question de le remplacer par un «test national» dont les modalités n'ont toujours pas été fixées. Parents d'élèves et enseignants attendent pourtant d'en savoir davantage.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A l'unanimité, la famille de l'éducation est arrivée à la conclusion que l'examen de fin de cycle primaire n'était pas opportun.

Nouria Benghebrit avait commencé par prendre une première décision : supprimer la seconde session, jugée budgétivore et d'aucun apport pour les élèves. Seconde étape : la suppression pure et simple de l'examen en question. Depuis l'annonce de Benghebrit,

très peu de précisions auront été données à ce sujet.

La ministre de l'Education avait fait part de son intention de mettre en place un «test national» sans donner davantage de détails sur les modalités de sa mise en œuvre. Comment ce dernier sera-t-il mis en œuvre ? A quel moment ? L'évaluation continue sera-t-elle toujours prise en compte ? Autant d'interrogations que se posent parents d'élèves et enseignants qui se demandent quelles seront les nouvelles modalités de passage du cycle primaire au cycle moyen.

Au sein même du ministère de l'Education, les choses ne semblent pas être encore très claires.

Selon le chargé de communication, récemment installé, la suppression de l'examen de fin de cycle primaire fera l'objet de discussions au sein d'un comité d'experts. Ce dernier devra formaliser la décision en énumérant les modalités d'ordre technique. Ce dernier y travaillera durant le mois d'août. Si ce dernier

achève son travail, la mesure sera alors mise en application dès la rentrée prochaine.

Une mise en œuvre qui suppose, selon le chargé de communication du département de l'éducation, un accompagnement aux plans juridique et administratif.

Des textes d'application devront être promulgués avant l'entrée en vigueur effective de la suppression de l'examen de fin de cycle primaire.

Enseignants et parents restent donc dans l'expectative en attendant que les choses s'éclaircissent davantage. Il en sera de même pour l'ensemble des recommandations issues de la Conférence nationale de l'éducation qui s'est tenue récemment. Ces dernières feront non seulement l'objet de discussions entre experts mais devront également recevoir le quitus du gouvernement.

Les décisions concernant le secteur sont souvent sujettes à polémique et font rarement l'unanimité.

N. I.

TAHAR HADJAR L'A ANNONCÉ HIER**Vers une conférence nationale sur l'enseignement supérieur**

En visite d'inspection, hier, à Constantine, le ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a annoncé la tenue d'ici la fin de l'année, précisément en décembre prochain, d'une conférence nationale qui aura pour mission d'évaluer minutieusement tout le secteur.

En ce sens, il dira : «Nous allons entreprendre un travail de réflexion sur tout ce qui touche nos universités. Le système LMD, introduit en 2004, sera quant à lui au centre des débats pour connaître tous ses contours et agir en conséquence.

D'autres questions seront au centre des débats lors de cette conférence à l'image des Ecoles nationales supérieures, en charge de la formation des enseignants, lesquels font l'objet d'une forte demande renouvelée chaque année, sans que ces écoles en

fournissent le nombre nécessaire, nous sommes en pleine réflexion à ce sujet et cela s'entend, nous allons apporter les solutions idoines à cette problématique.»

Sur un autre registre, le ministre avouera : «Effectivement, nous sommes conscients que nos étudiants éprouvent beaucoup de difficultés à intégrer la vie professionnelle et c'est à ce titre que nous allons, à partir de la conférence qui va se tenir prochainement, inclure l'aspect pratique dans leur cursus pour qu'ils soient opérationnels dès leur recrutement.»



Hadjar promet d'apporter des solutions à toute problématique.

En effet, la situation quant aux débouchés des étudiants pose un sérieux problème lors de leur recrutement, un fait reconnu par

le ministre qui ajoute : «Il est impératif que les universités s'adaptent à leur environnement socioéconomique du fait que chaque région dispose de ses propres caractéristiques comme c'est le cas pour l'Ouest qui va, certainement, se spécialiser dans la construction automobile.»

L'équivalence des diplômes a été abordée par le ministre qui dira : «Je reconnais que la gestion de ces équivalences de diplômes est très lourde où des dossiers restent plus de deux années avant d'être traités. Je vais mettre un terme à toute cette bureaucratie pour réduire de manière significative ces délais surtout que l'on a affaire à des universités reconnues à l'échelle internationale».

N. Benouar

CAP**Les détracteurs de M'rakach approuvent la démarche de Sellal**

Boualem M'rakach, le président de la Confédération algérienne du patronat (CAP) est-il définitivement écarté de la présidence de cette organisation patronale ? Son rival, M. Abdenour Sensari, est catégorique : «Par la force de la loi, nous sommes les représentants légitimes de la CAP.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ces déclarations, M. Sensari les a faites lors d'une conférence de presse tenue dans un hôtel situé à l'ouest de la capitale, alors que le siège de la CAP se trouve à l'hôtel El-Aurassi.

Cette sortie des détracteurs de M. Boualem M'rakach se veut comme une montée en puissance de ses opposants qui revendiquent la présidence de la CAP. Pour preuve, M. Sensari, qui déclare disposer de tous les documents faisant foi de l'éviction de M. M'rakach et de son intronisation à la tête de la CAP, est intervenu en sa qualité de premier responsable de cette organisation.

«M. M'rakach n'est plus le président de la CAP. Tous les documents en notre possession attestent que M. M'rakach n'est plus président», a-t-il expliqué. Ainsi, il a consacré l'essentiel de sa rencontre avec les journalistes présents à la situation économique qui prévaut dans le pays. A ce propos, il a commenté les dernières mesures prises par le Premier ministre, qu'il a qualifiées d'«importantes», tout en plaidant «pour une large participation de tous les acteurs socio-économiques pour faire sortir le pays de la crise».

L'affaire qui oppose l'actuel président M. Boualem M'rakach et son rival Sensari Abdenour est désormais entre les mains de la justice, puisque le président contestataire, selon des sources, a de nouveau saisi la justice. La guerre est désormais totale entre les deux «responsables» de la CAP.

A. B.